

Santé et utilisation du système de soins par les Doubiens

2010

12 rue de la Famille, 03.81.80.21.74

L'Observatoire de la Famille

Selon le code de l'action sociale et des familles, l'Union Nationale des Associations Familiales et les Unions Départementales des Associations Familiales ont pour missions légales de représenter les familles et de défendre leurs intérêts matériels et moraux devant les pouvoirs publics. La mise en œuvre d'une politique familiale doit tenir compte de l'évolution

des familles, de leurs préoccupations dans les domaines de l'emploi, du logement, de la santé... ainsi que des particularités territoriales et du contexte économique.

Soucieuse de prendre en compte les réalités quotidiennes de l'ensemble des familles et d'approfondir ses connaissances du terrain, l'UDAF du Doubs a créé

l'Observatoire de la famille. Cet outil a pour vocation de « mieux connaître pour mieux représenter ».

Pour sa 5^{ème} enquête, l'Observatoire de la famille, a interrogé les habitants du département sur la manière dont ils gèrent leur capital santé et l'utilisation qu'ils peuvent faire du système de soins.



Construction de l'étude

Le Doubs est actuellement confronté à des difficultés en matière de démographie médicale. L'offre de soins est déficitaire dans plusieurs cantons notamment proches de la frontière suisse. Productrices et consommatrices de soins, les familles sont au cœur de notre système de santé. Dans ce contexte elles doivent s'adapter pour répondre au mieux à leurs besoins. L'enquête présentée apporte à la fois un éclairage sur la perception et les comportements des Doubiens en termes de prévention, des

informations sur la manière dont ils prennent en charge la maladie et des indications sur les difficultés qu'ils peuvent rencontrer pour accéder aux soins.

Souhaitant réaliser cette enquête dans leur propre département, l'UDAF du Doubs a travaillé conjointement avec les autres UDAF de Franche-Comté à l'élaboration du questionnaire. L'ensemble des ménages du Doubs constitue le champ d'observation. Aussi, 5000 ménages choisis de manière aléatoire dans les fichiers

France Télécom en ont été destinataires en juillet 2009. 588 ménages ont répondu à notre sollicitation. Le nombre de ménages inclus dans l'échantillon correspond au nombre de retours. Malgré une légère sous-représentation des ménages âgés de moins de 40 ans, les résultats obtenus à l'échantillon redressé ne sont pas significativement différents de ceux obtenus de l'échantillon non redressé. Cette synthèse s'appuie donc sur les données de ce dernier.

Idées à retenir

- La prévention des risques de santé et la gestion de la maladie dépendent de la culture familiale
- La moitié des ménages a déjà rencontré des difficultés pour accéder à des consultations de médecins spécialistes. Le délai pour obtenir un rendez-vous est la cause principale
- 3 ménages sur 10 ont déjà renoncé à des soins faute d'obtenir un rendez-vous dans un délai raisonnable
- 8 ménages sur 10 pensent devoir un jour renoncer à des soins, que ce soit pour des raisons financières ou de démographie médicale

Etat de santé déclaré par les Doubiens

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, « la santé est un état de complet bien être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Les Doubiens, la définissent en faisant référence soit à la maladie (26%) soit à la forme physique et mentale (46%). Rares sont ceux qui associent ces deux notions. 3 Doubiens sur 10 ne s'auto-

déclarent pas en bonne santé, les 3/4 d'entre eux indiquent souffrir de maladies chroniques. Si l'on se réfère à l'étude réalisée en 2006 par l'Institut de Recherche et Documentation en Economie de la Santé, cette proportion de personne en souffrance est identique à celle des Français. Ces affirmations sont naturellement liées au vieillissement. Avant 65 ans, moins de 3 sur 10 soulignent cet

état, contre 5 sur 10 après. Cause ou conséquence, ils sont 2 fois plus nombreux à se sentir déprimés et 4 fois plus à se sentir toujours fatigués. Le moral et l'état physique sont intimement liés. L'état de santé déclaré n'est ni corrélé au sexe de la personne, ni à sa situation matrimoniale. Cependant, 86% des répondants indiquant être en bonne santé, notent que leur conjoint l'est aussi.

Prévention des risques de santé : représentations et comportements

Mesures de prévention et représentation

Les familles constituent pour la sociologue Claudine Burton-Jeangros, une importante instance de prévention et d'éducation à la santé en instaurant un certain nombre de normes et de règles orientant les comportements sanitaires.

Pour les Doubiens, l'action préventive majeure est fondée sur « le principe de réparation ». 82% estiment que pour rester en bonne santé, il est tout à fait nécessaire de se soigner en cas de maladie. Ils ne sont pas si unanimes pour qualifier d'indispensables certaines mesures d'hygiène de vie. Néanmoins, toutes sont jugées plus utiles que les mesures de préventions médicalisées. Par exemple, 6 sur 10 pensent qu'une alimentation équilibrée ou une quantité de sommeil suffisante sont tout à fait nécessaires alors que 4 sur 10 jugent indispensable le fait de faire régulièrement des bilans ou des dépistages et 2 sur 10 évoquent l'intérêt de prendre des produits ou traitements préventifs. L'opinion des ménages concernant les mesures d'hygiène n'est pas corrélée à des facteurs socio-démographiques. Par contre, en vieillissant on observe un net regain d'intérêt pour les dépistages, les produits préventifs ou encore l'information sur la santé.

Hygiène de vie et comportement

Les Doubiens définissent l'équilibre alimentaire comme un levier essentiel de prévention. De fait, 7 à 8 sur 10 déclarent y porter une attention particulière. Cet élément est d'ailleurs plus important que le poids. Malgré des campagnes de sensibilisation « manger-bouger », ils ne semblent pas associer ces actions. 4 sur 10 seulement se disent soucieux de leur activité physique. Le paramètre pour lequel ils font, en second lieu, preuve de vigilance est leur sommeil. La moitié déclare y être attentif. Cet intérêt est probablement à corrélérer aux chiffres de

l'OCDE, qui indiquent que c'est en France que la durée moyenne de sommeil est la plus élevée.

Au sein de la population adulte on note des différences de comportements. Les femmes sont plus attentives à leur poids et moins sportives que les hommes. Les retraités sont plus sensibles à leur activité physique et cherchent moins à limiter leur stress que les actifs.

Les parents adoptent les mêmes comportements pour eux et leurs enfants. Leurs priorités à leur égard sont aussi l'équilibre alimentaire et le sommeil. Malgré l'importance de l'activité physique dans le développement de l'enfant moins de 4 parents sur 10 y portent une attention particulière. Les mesures de prévention santé en termes d'hygiène de vie sont une question de culture familiale.

Mesures de prévention médicalisée et comportement

La vaccination, les dépistages, les analyses de sang ou d'urine... sont autant d'actions médicalisées qui permettent de prévenir les maladies, les complications... Moins d'un adulte sur 10 déclare ne pas être vacciné. Seuls 3% des parents n'ont pas contrôlé les vaccins de leurs enfants. Si les facteurs socio-démographiques n'ont pas d'incidence sur la vaccination, les Doubiens qui utilisent un carnet de santé y sont plus attentifs. 82% des utilisateurs sont à jour contre 64% qui ne l'utilisent pas. D'ailleurs, 89% des parents utilisent ce document pour leur enfant.

Les analyses de sang ou d'urine sont également très utilisées. 8 adultes sur 10 confient en avoir fait une au cours des 5 dernières années de manière préventive. L'âge est un facteur déterminant dans cette pratique. Il l'est également pour les dépistages. Passé 50 ans, la moitié de la population indique en avoir fait pour un cancer. A contrario, ce sont les plus jeunes qui ont le plus souvent fait le test du VIH.

Information santé et comportement

Les Doubiens s'intéressent à toutes les questions liées à la santé. 7 sur 10 déclarent régulièrement s'informer. Bien qu'Internet prenne de plus en plus de place dans la vie quotidienne, la télévision et la presse sont davantage utilisées. 4 sur 10 s'y réfèrent alors que de 2 à 3 sur 10 surfent sur la toile. L'entourage est peu sollicité. Contrairement à ces sources d'informations, le médecin connaît leur dossier médical, de fait, 7 sur 10 le sollicitent. Principal acteur de l'information, 3 sur 10 seulement connaissent des organismes de prévention santé. Ces structures souffrent d'un manque de lisibilité. Nombreuses sont celles citées mais aucune n'est clairement identifiée.

Prévention des risques de santé : le rôle des parents

Légalement les parents ont pour mission vis-à-vis de leurs enfants, de créer et entretenir des conditions favorables à leur santé, de prendre soins d'eux en cas de maladie et de les éduquer. La quasi-totalité des ménages estime que ce volet prévention de la santé fait partie de l'éducation. Mais les parents appréhendent leur rôle différemment selon l'âge de leurs enfants. Les parents d'enfants âgés de moins de 6 ans se sentent plus à l'aise pour protéger leur santé alors que ceux dont les enfants ont plus de 12 ans, se sentent plus efficaces pour leur enseigner les principes de prévention.

La prévention des risques de santé est ainsi considérée par les Doubiens comme une préoccupation parentale.

Relation entre représentation et comportement

Au regard des représentations et des comportements des Doubiens il apparaît que ceux qui considèrent certains comportements préventifs comme indispensables au maintien d'un bon état de santé sont proportionnellement plus nombreux à déclarer les faire ou y prendre garde.

Part des ménages qui estiment que les actions suivantes sont tout à fait nécessaire au maintien d'un bon état de santé (en%)

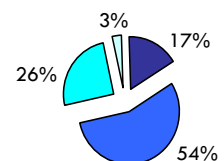
Se soigner quand on est malade	82
Ne pas consommer de tabac, substances illicites	78
Limiter sa consommation d'alcool	69
Manger de façon équilibrée	66
Dormir suffisamment	62
Limiter son stress	56
Surveiller son poids	53
Faire une demi-heure d'exercice par jour	52
S'informer sur la santé	46
Faire régulièrement des bilans de santé ou des dépistages	38
Prendre des produits ou traitements préventifs	20

Hygiène de vie : éléments auxquels les Doubiens déclarent faire le plus attention* (en%)

Equilibre alimentaire	77
Sommeil	55
Poids	53
Activité physique	44
Etat psychique	32
Usage de tabac, alcool	17

* 3 réponses possibles

Fréquence à laquelle les Doubiens déclarent s'informer sur des questions de santé



■ Très souvent
■ Souvent
■ Rarement
■ Jamais

Gestion de la maladie

Temps de prise en charge

En cas de maladie, le moment jugé opportun pour se soigner est très variable. La moitié indique s'engager dans un « processus de réparation » en fonction de l'évolution des symptômes. Mais, rares sont ceux qui attendent qu'elle passe sans agir. Si l'état de santé habituel n'a pas d'impact, il apparaît que les hommes (47%) et les retraités (58%) tardent moins à se soigner que les femmes (34%) et les actifs (47%). Pour autant, lorsque les ménages vivent en couple cette distinction entre les sexes est moins significative. Le temps choisi est souvent le même pour ces 2 membres. Si les adultes tardent à se soigner, ils attendent moins que les symptômes persistent pour leurs enfants. 6 parents sur 10 cherchent à l'éradiquer rapidement. Néanmoins, la moitié des parents qui se soignent en fonction de l'évolution de la maladie, font de même pour leur enfant. Ainsi, l'instant de prise en charge dépend de la culture familiale.

Suivi médical et choix des médecins

En médecine générale

7 Doubiens sur 10 déclarent être en bonne santé. Mais, 1 sur 10 seulement rencontre plus de 5 fois par an leur généraliste. Ce sont les plus de 60 ans et les personnes qui déclarent un état de santé « moyen ou mauvais », qui consultent le plus. Mais plus que la santé corporelle, c'est la santé mentale qui conditionne le plus le nombre de visite. 27% des Doubiens qui ont une maladie chronique le rencontrent plus de 5 fois contre 35% qui côté moral,

Critères de choix des professionnels de santé

Pour répondre à l'urgence, les Doubiens ont d'abord comme réflexe de contacter leur généraliste, aussi 7 sur 10 privilégient sa proximité géographique. Même si ses qualités humaines interviennent dans leur choix, 1 sur 2

Actions envisagées

Ayant pour principale source d'information leur médecin, 8 Doubiens sur 10 prennent rendez-vous chez leur généraliste. Cette solution est de loin la pratique la plus courante. Ils sont deux fois moins nombreux à pratiquer l'automédication et 4 fois moins à prendre conseil auprès de leur pharmacien. L'automédication est l'apanage des actifs et des individus en « bonne » santé. Les contraintes de temps liées à leurs activités professionnelles et l'absence de contre indication médicamenteuse expliquent en partie ces comportements. Le remboursement des médicaments étant un facteur important pour les plus de 60 ans ceux-ci privilégient, la consultation auprès de leur médecin. Compte tenu de la répartition de l'offre de soins, peu nombreux sont ceux qui se dirigeront vers des services d'urgences ou SOS médecin. Par contre, le pharmacien sera davantage sollicité dans les cantons manquant de médecin généraliste. Encore une fois, les habitudes de soins sont les mêmes pour tous les

n'ont plus goût à rien. Les adultes d'un même ménage ont sensiblement le même comportement. Mais compte tenu du moment jugé opportun pour se soigner, parent et enfant consultent différemment.

En médecine spécialisée

L'enquête s'intéressait à neuf spécialités médicales utilisées régulièrement par les familles. Le dentaire est la plus fréquenté. Un quart des ménages n'a pas pris de rendez-vous pour au moins l'un de ses membres au cours de

seulement, l'évoque. La réputation et le délai d'attente sont soulignés par 1/4 des ménages. Ces 2 derniers paramètres influent davantage pour le choix d'un spécialiste. Mais c'est l'avis du médecin traitant qui importe le plus.

membres du foyer.

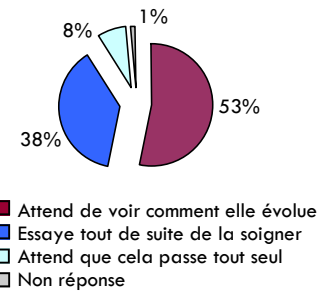
Réflexe en cas d'urgence.

Selon une étude menée en 2006 par l'Observatoire Régional de la Santé de Franche-Comté, en cas d'urgence, 8 fois sur 10 les médecins traitent un problème somatique. La notion d'urgence est donc variable selon les individus. Pour y répondre, les Doubiens adoptent divers comportements : 52% téléphonent à leur médecin, 13% se déplacent à leur cabinet, 19% se rendent aux urgences et 11% appellent le SAMU. Ainsi, plus de 6 sur 10 gèrent l'urgence avec le concours de leur généraliste. On peut toutefois noter que 67% ont pour réflexe de téléphoner. Ces choix sont principalement guidés par l'instinct. 6 sur 10 font appel à l'un ou l'autre de ces professionnels sans se poser de question. Néanmoins, la proximité géographique, le besoin de limiter les dépenses, la difficulté d'avoir accès à un médecin de garde sont 3 éléments qui conduisent les ménages à adapter ces comportements face à l'urgence.

l'année. L'ophtalmologie et la gynécologie sont les 2 autres les plus demandées. La moitié y font appel. La dermatologie concerne près d'un tiers des ménages. Bien que nombreux soient les individus qui côté moral déclarent ne pas se sentir bien, moins d'un sur 10 est concerné par la psychologie. Par contre, 1/3 ont déjà fait appel à un praticien non médecin (ne donnant pas lieu à un remboursement de la sécurité sociale).

D'ailleurs un quart des ménages ne peut préciser, si pour une consultation chez un spécialiste, ils privilégieraient une consultation dans le secteur hospitalier ou privé.

Moment jugé opportun pour soigner la maladie



Actions retenues* par les ménages en cas de maladie (en%)

Prendre rendez-vous chez le médecin	83
Choisir des médicaments dans leur pharmacie	41
Consulter le pharmacien	24
Consulter le médecin par téléphone	14
Demander conseil à une personne de l'entourage qui fait partie du milieu médical	7
Prendre directement rendez-vous chez un spécialiste	5
Demander conseil à l'entourage	3
Consulter internet	3
Aller aux urgences	2
Appeler SOS médecin ou un autre organisme de ce type	1

* 3 réponses possibles

Critères retenus pour le choix d'un médecin (en%)

	G	S
Proximité géographique	70	23
Qualités humaines	52	17
Délais pour avoir un rendez-vous	23	26
Réputation	24	32
Avis du généraliste	18	47
Temps d'attente dans le cabinet	13	5
Tiers payant possible	7	4
Avis de l'entourage	7	11
Coût de la consultation	6	9
Pas d'autre choix	2	3

G : médecin généraliste
S : médecin spécialiste

Couverture santé

Quelque soit leur organisme de sécurité sociale près de 2 Doubiens sur 10 soulignent un mécontentement concernant leurs prestations. Si la rapidité du traitement des dossiers est un facteur de satisfaction, le déremboursement des

soins et « la moindre prise en charge » des frais dentaires et d'optiques sont mal perçus. Le taux de couverture en terme de complémentaire santé est de 97%, il ne semble pas dépendre de para-

mètres socio démographiques. Mais les services sont très variables. Par exemple, 84% prennent en charges les forfaits journaliers et seulement 44% les dépassements d'honoraires.

Difficultés d'accès aux soins

Les Doubiens privilégient la proximité pour choisir un généraliste. Leur densité dans le département est proche de la moyenne nationale mais certains cantons sont déficitaires. Aussi, 2% déclarent rencontrer des difficultés pour accéder à leurs soins. Le Doubs souffre d'un manque de spécialistes libéraux. De fait, la moitié des ménages indiquent que l'accès à une dizaine de disciplines leur est actuellement difficile. Celles qui posent le plus de problème sont l'ophtalmologie, la gynécologie, la dermatologie et le dentaire. Ce sont

aussi les plus sollicitées. Les catégories qui ressentent le plus de gênes sont les moins de 60 ans et les plus aisés. Ce sont aussi celles qui ont le plus l'usage de ces services de santé. Près de la moitié des ménages concernés justifient cette situation par le manque de professionnels, 2 sur 10 par le coût trop élevé des consultations et 1 sur 10 par leur éloignement géographique. Mais 8 sur 10 mentionnent les délais pour obtenir un rendez-vous, traduction pour l'usager du déficit de la démographie médicale. Cette réalité paraît néanmoins pa-

radoxale dans la mesure où le délai n'est pas le principal critère qu'ils retiennent pour choisir un spécialiste. Seulement près d'un ménage sur 10 s'est déjà retrouvé confronté à un refus de soins de la part d'un professionnel faute de ne pas faire partie de sa clientèle. Bien que les ménages soient attentifs à la réputation des médecins et l'avis de leur généraliste, le manque de professionnel de santé et la nécessité de faire partie d'une clientèle les obligent à patienter pour se faire soigner. Ce qui semble mal perçu.

Renoncement aux soins

Consultations médicales

Dans le Doubs 5 ménages sur 10 ont déjà renoncé à consulter un médecin pour au moins l'un de ses membres. Ce choix concerne avant tout les adultes. 3 sur 10 ont du se résigner faute d'obtenir un rendez-vous dans des délais qu'ils jugent raisonnables et 2 sur 10 pour un coût de consultations estimé trop élevé. Le manque d'information, et la qualité du service rendu ont néanmoins incités 1 ménage sur 10 à ne pas ou plus consulter. Le renoncement est une conséquence directe des

difficultés rencontrées pour accéder aux soins d'un médecin. Près de 7 ménages sur 10 qui ont du y faire face ont déjà abandonné des consultations médicales.

Les dépenses de santé.

Indépendamment de cela, 3 ménages sur 10 se sont déjà résignés à supprimer des dépenses de santé. Les soins dentaires et d'optiques sont les plus délaissés. Nombre d'insatisfaits des prestations de leur régime d'assurance maladie évoquent leur moindre prise en charge financière. Le niveau de rembour-

sement est donc à mettre en cause. Compte tenu du coût des consultations d'un spécialiste, près d'un ménage sur 10 n'a pu engager ce type de dépenses. Les catégories les plus concernées sont les employés et les ouvriers. Et puis, être titulaire d'une mutuelle ou d'une assurance maladie ne garantit pas de pouvoir assumer tous les frais de santé. Plus de 9 répondants sur 10 ont déclaré en avoir une, or un tiers n'a pu se soigner faute de moyens financiers.

Sentiment sur l'avenir du système de santé.

Face aux difficultés rencontrées, aux réformes engagées, 7 à 8 Doubiens sur 10 estiment que le devenir du coût de la santé et de l'accès aux soins sont préoccupants. Ce sont les actifs et les ménages qui ont déjà rencontré des difficultés pour se soigner qui émettent le plus de craintes. Les problèmes actuels génèrent donc de fortes

inquiétudes pour l'avenir. D'ailleurs plus de 8 ménages sur 10 émettent l'hypothèse de devoir un jour renoncer, à des soins. L'aspect financier n'est pas la seule raison évoquée. Le manque de médecins, les délais de rendez-vous trop longs ou l'éloignement géographique des médecins sont autant de raisons

qui pourraient les conduire à ne pas se soigner. Aussi que ce soit pour des questions de démographie médicale ou de coût, aucune catégorie sociale ne se sent pas concernée. Les moins aisées s'inquiètent des questions financières alors que les plus riches craignent l'absence de service disponible.

Part des ménages qui ont des difficultés pour accéder aux consultations de : (en%)

Ophthalmologie	40
Gynécologie	13
Dentaire	11
Dermatologie	8
Auditifs	4
Kinésithérapie	3
Homéopathie	4
Médecine générale	2
Psychiatrie	2
Psychologie	2

Raisons pour lesquelles les ménages rencontrent des difficultés pour accéder à des consultations de médecin (en%)

Délais de rendez-vous trop longs	85
Manque de professionnels de santé	44
Coût des consultations trop élevé	22
Eloignement des professionnels de santé	15

Part des ménages ayant renoncé à des consultations médicales pour les raisons suivantes (en%)

Délais de rendez vous trop longs	31
Coût trop élevé des consultations	20
Manque de professionnel de santé	7
Eloignement des professionnels des santé	5
Qualité de l'accueil du médecin	3
Manque d'information	4
Qualité du service	4
Autre	1

Raisons pour lesquelles les ménages pourraient à l'avenir renoncer à des soins (en%)

Déremboursement des médicaments	50
Coût trop élevé des consultations	39
Délais de rendez-vous trop longs	35
Manque de professionnel de santé	32
Eloignement des professionnels des santé	22